

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 MAI 1922.

Projet de loi portant ratification de la Convention monétaire additionnelle du 9 décembre 1921 (1)

RAPPORT

FAIT, A NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. Ed. PECHER.

MESSIEUR S,

La Convention dont la ratification est soumise à la Chambre consacre la liquidation d'une situation monétaire anormale, née du bouleversement des années de guerre.

A la faveur de la hausse de son change par rapport au nôtre et à celui des autres pays signataires de l'Union latine ainsi que par suite de la chute concomitante de la valeur de l'argent, la Suisse a vu affluer sur son territoire, par quantités énormes, les monnaies d'argent belges, françaises, italiennes et grecques. Le message adressé le 13 janvier dernier par le Conseil Fédéral à l'Assemblée de la Confédération helvétique, relativement à la Convention additionnelle en question, fournit des données numériques qui caractérisent de façon très précise les causes de ce phénomène de congestion monétaire.

A. « Chaque écu importé en Suisse représentait, en tenant compte du » change des trois principaux pays de l'Union latine, la contrevaletur sui- » vante :

	1919.		
	minimum	maximum	moyenne
France	5,54	12,01	6,66
Belgique	5,75	11,17	6,87
Italie	6,51	15,56	8,10

(1) Projet de loi, n° 146.

(2) La Commission, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. Bertrand, Golenvaux, Hallet, Houtart, Mechelynck, Pecher, Pepin, Vermeersch, Wauwermans.

1920.

	minimum	maximum	moyenne
France	9,60	15,78	12,05
Belgique	9,55	14,62	11,49
Italie	11,88	23,81	17,28

1921

	minimum	maximum	moyenne
France	10,51	13,80	11,68
Belgique	10,33	14,60	11,86
Italie	16,01	24,59	20,33

B. « Suivant le prix de l'argent à Londres et le cours du franc suisse sur » cette ville, la valeur de la pièce de cinq francs atteignait :

	maximum	minimum
En 1919	5,45	3,56
— 1920	5,60	2,81
— 1921	5,18	2,44

On s'explique, dès lors l'afflux, en Suisse, des monnaies d'argent attirées par une prime aussi considérable. Le résultat de cette invasion fut qu'à la date du 1^{er} avril 1921, la Suisse détenait pour presque 232 millions de pièces d'argent, alors que ses besoins n'en comportent guère que 100 millions. L'excédent représentait pour elle un capital mort, et c'est ce qui l'obligea à recourir à la mise hors cours et au retrait des écus étrangers. Ceux-ci comportaient 28,915,000 francs d'écus belges, auxquels s'ajoutaient 6,495,000 francs de monnaies divisionnaires, soit au total 35,410,000 francs; il y avait en outre :

En écus français. fr.	150,255,000
En écus grecs	915,000
En écus italiens	65,405,000

La Convention additionnelle du 9 décembre 1921 fixe le sort de ces monnaies.

L'Exposé des motifs indique fort clairement les détails du règlement intervenu; nous nous y référons.

Ce règlement répond au double but poursuivi, qui était, d'une part, de débarrasser la Suisse de l'excès d'écus accumulés chez elle, sans réduire sa circulation d'argent à ses propres ressources qui sont insuffisantes et, d'autre part, d'assurer aux États émetteurs un mode de reprise acceptable, vu la situation actuelle des changes et l'état des finances des pays intéressés.

Il importe de constater tout d'abord que l'accord intervenu n'a qu'une portée en quelque sorte limitée et momentanée : il laisse intact l'œuvre

réalisée en 1885 à Paris, et d'où est née l'Union Latine. La Convention qui en a réglé le statut demeure la base des rapports monétaires entre les cinq pays intéressés. S'il est exact que les effets en ont été paralysés par les événements de ces dernières années, on ne peut cependant oublier les heureux résultats dus au régime qu'elle a instauré : la facilité dans les relations commerciales et la répartition rationnelle des quantités de monnaies, fruit de la communauté de circulation qu'elle consacrait. On conçoit que les États de l'Union aient reculé devant l'idée de détruire le pacte fondamental qui a créé ces avantages et qui pourra encore en produire de tels dans l'avenir.

Il y a lieu de noter en second lieu que le mode de liquidation proposé nous assure une situation plus favorable que celle qui serait résultée de la mise en vigueur des clauses de liquidation de la Convention de 1885.

En effet, une application stricte de ces clauses nous eût placés devant la nécessité de reprendre nos pièces de cinq francs jusqu'à concurrence de six millions de francs contre remise d'or ou d'écus suisses, et cela dès le commencement de l'année suivant l'expiration de la Convention, soit donc le 1^{er} janvier 1923, le solde devant être remboursé par la voie d'échanges ou de traites commerciales au cours des cinq années subséquentes.

L'accord intervenu rectifie la rigueur de ces stipulations sur deux points : maintenant à six millions le montant total des écus soumis à échange, il limite à deux millions le montant des remboursements à opérer en or, les quatre autres millions pouvant être remboursés au choix, en or, écus suisses, traites payables en Suisse ou billets de banque y ayant cours légal. D'autre part ce remboursement ne doit s'effectuer qu'à partir du 15 janvier 1927. Le surplus des écus belges retirés de la circulation, soit 29,410,000 francs, pourra être fondu et transformé en monnaies suisses, les monnaies divisionnaires belges ayant été au préalable échangées contre des pièces de cinq francs de l'Union.

Bref l'avantage de la Convention résulte pour nous, comme pour les autres États débiteurs, de la modération des remboursements à effectuer en or et du recul de l'époque du règlement des écus à racheter.

La Suisse obtient de son côté une double satisfaction ; elle se voit reconnaître la faculté de négocier à tout moment comme argent les écus qu'elle détient sauf le droit d'option assuré au pays d'émission, et l'autorisation de compléter sa circulation d'argent en affectant une partie de ces écus à la frappe de monnaies de paiement à ses empreintes.

Enfin une clause particulière abolit les restrictions imposées à la Belgique par la convention précédente de 1920, en ce qui concerne la frappe de monnaies divisionnaires en métal inférieur à l'usage de la Colonie ; elle se justifie d'autant plus que ces monnaies ne sont reçues ni dans les caisses de la Belgique, ni dans celles des autres États de l'Union.

Comme on le voit, la Convention nouvelle est faite de concessions mutuelles ; elle concilie autant que faire se peut les intérêts des parties en cause, en laissant intacts les principes de l'Union latine. Elle répond à des nécessités dont seuls les événements sont la cause.

La Commission rend hommage aux efforts des négociateurs qui ont réussi à résoudre par une formule heureuse les difficultés ardues devant lesquelles ils se trouvaient.

A l'unanimité de ses membres elle vous propose de ratifier la Convention additionnelle telle qu'elle a été arrêtée le 9 décembre 1921.

Le Rapporteur,

ED. PECHER.

Le Président,

A. MECHELYACK.

(A)

(Nr 214.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 MEI 1922.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der aanvullende Muntovereenkomst
van 9 December 1921 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER Ed. PECHER.

MIJNE HEEREN,

De Overeenkomst, wier goedkeuring aan de Kamer is onderworpen, bekrachtigt de vereffening van een abnormalen munttoestand die uit de beroering van den oorlog is ontstaan.

Dank zij de verhooging van zijn wisselkoers in vergelijking met den onze en met dien der overige onderteekenende landen der Latijnsche Unie, evenals ten gevolge van de gelijktijdige zakking van de geldwaarde, heeft Zwitserland, op zijn grondgebied de zilveren Belgische, Fransche, Italiaansche en Grieksche munten bij overgrootte hoeveelheden, zien toestroomen. De boodschap, op 13 Januari l.l. door den Bondraad gezonden aan de Vergadering van het Zwitschersche Eedgenootschap, betreffende de bedoelde aanvullende Overeenkomst, geeft cijfers aan, welke op zeer nauwkeurige wijze de oorzaken kenmerken van dit verschijnsel dat men met den naam van muntoppropping zou kunnen bestempelen.

A. « Ieder in Zwitserland ingebracht vijf frankstuk vertegenwoordigde, rekening gehouden met den wisselkoers van de drie voornaamste landen der Latijnsche Unie, de volgende tegenwaarde :

	1919.		
	Minimum.	Maximum.	Médium.
Frankrijk	5.54	12.01	6.66
België	5.73	11.17	6.87
Italië	6.81	13.56	8.10

(1) Wetsontwerp, nr 146.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Bertrand, Golenvaux, Hallet, Houtart, Mechelynck, Pecher, Pépin, Vermeersch, Wauwermans.

1920.			
	Minimum.	Maximum.	Médium.
Frankrijk	9.60	15.78	12.05
België	9.55	14.62	11.49
Italië	11.88	23.81	17.28
1921.			
	Minimum.	Maximum.	Médium.
Frankrijk	10.31	15.80	11.68
België	10.33	14.60	11.86
Italië	16.01	24.59	20.35

B. « Volgens den prijs van het zilver te Londen en den koers van den Zwitserschen frank op deze stad, bereikte de waarde van het vijf frankstuk :

	Maximum.	Minimum.
In 1919.	5.45	3.56
— 1920.	5.60	2.81
— 1921.	3.18	2.44.

Dienvolgens begrijpt men waarom de zilveren munt, door zulke aanzienlijke premie aangetrokken, in Zwitserland samenvloede. Het gevolg van deze overrompeling was dat, op 1 April 1921, Zwitserland voor nagenoeg 232 miljoen zilverstukken in zijn bezit had, wanneer zijne behoeften er niet meer dan 100 miljoen vergden. Het teveel vertegenwoordigde voor dit land een dood kapitaal, en daarom zag het zich verplicht de vreemde vijf frankstukken buiten omloop te stellen en in te wisselen. Deze zilvertmassa begreep 28,915,000 frank Belgische vijf frankstukken, waarbij 6,495,000 frank zilveren pasmunt moet gevoegd worden, of te zamen : 35,410,000 frank. Daarnevens waren er :

Fransche vijf frankstukken tot een bedrag van fr.	130,225,000
Grieksche — — — — —	915,000
Italiaansche — — — — —	65,405,000

De aanvullende Overeenkomst van 9 December 1921 bepaalt het lot van deze munten.

De Memorie van Toelichting zegt zeer klaar welke regeling er werd getroffen; wij verwijzen er naar.

Die regeling beantwoordt aan het dubbel nagestreefd doel, dat er in bestond : eensdeels, Zwitserland te ontlasten van het teveel der aldaar opgehoopte vijf frankstukken, zonder zijn geldomloop te verminderen tot op zijn eigen middelen welke ontoreikend zijn, en, anderdeels, aan de uitgevende Staten een wijze van terugneming te verzekeren, welke kan aangenomen worden, gezien den huidige toestand der wisselkoersen en den staat der financiën van de betrokken landen.

Het is noodig eerst en vooral vast te stellen dat de gesloten Overeenkomst

slechts een eenigszins beperkte en tijdelijke beteekenis heeft : zij laat het werk in 1885 te Parijs verwezenlijkt, en waaruit de Latijnsche Unie is ontstaan, onverkort.

De Overeenkomst, die daarvan het statuut heeft geregeld, blijft de grondslag van de betrekkingen in muntzaken tusschen de vijf betrokken landen. Al is het waar dat de werking er van werd verlamd door de gebeurtenissen van deze laatste jaren, kan men toch niet vergeten de heilzame uitslagen die zijn voortgevloeid uit het stelsel daardoor tot stand gebracht, namelijk meer vrijheid in de handelsbetrekkingen en de oordeelkundige verdeeling van de munthoeveelheden, als vrucht van den gemeenschappelijken geldomloop door de Overeenkomst bekrachtigd. Men begrijpt dat de Staten van de Unie niet te vinden waren voor het vernielen van de grondkeure, waardoor deze voordeelen werden geschapen en die nog nut zal kunnen opleveren in de toekomst.

Vervolgens moeten wij er op wijzen dat de voorgestelde wijze van vereffening ons een voordeelijker toestand verzekert dan deze welke zou voortgevloeid zijn uit het van kracht worden der vereffeningsbepalingen in de Overeenkomst van 1885.

Inderdaad, eene strenge toepassing van deze bepalingen had ons voor de noodzakelijkheid geplaatst, onze vijf frankstukken terug te nemen tot een beloop van zes millioen frank tegen uitkeering van goud of Zwitsersehe vijf frankstukken, en wel van den aanvang of van het jaar volgend op het verstrijken van den termijn der Overeenkomst, dus op 1 Januari 1923, terwijl het saldo moest worden terugbetaald door middel van handelsruilingen of handelswissels in den loop van de vijf daarop volgende jaren.

Het gesloten akkoord verzacht de strengheid van deze bepalingen op twee punten : het behoudt op zes millioen het geheel bedrag der Zwitsersehe vijf frankstukken die moeten ingewisseld worden, en beperkt tot 2 millioen het bedrag der terugbetalingen in goud ; de vier overige millioenen kunnen terugbetaald worden, naar keuze, in goud, vijf frankstukken, in Zwitserland betaalbare wissels, of in bankbriefjes die er wettelijken koers hebben. Anderzijds moet die terugbetaling slechts gedaan worden vanaf 15 Januari 1927. Het overige van de ingetrokken Belgische vijf frankstukken, hetzij 29,410,000 frank, zal mogen gesmolten worden en veranderd in Zwitsersehe stukken ; de Belgische zilveren pasmunt wordt dan vooraf ingewisseld tegen vijf frankstukken van de Unie.

Kortom, voor ons als voor de andere Staten die schuldenaars zijn, komt het voordeel van die Overeenkomst voort uit de gematigdheid der terugbetalingen in goud en uit het verdagen van het tijdstip voor de regeling der terug te koopen zilverstukken.

Zwitserland bekomt zijnerzijds eene tweevoudige voldoening ; men kent aan dit land het recht toe, de vijf frankstukken, die het in bezit heeft, als zilver te verhandelen, behoudens het recht van optie dat aan het land van uitgifte blijft verzekerd, en de toelating zijn zilveromloop aan te vullen door een deel van deze vijf frankstukken te besteden tot het slaan van betalingsmunten met zijn stempel.

Ten slotte doet eene bijzondere bepaling de beperkingen vervallen, die aan België waren opgelegd door de vorige Overeenkomst van 1920, wat betreft het slaan van pasmunt in metaal van mindere waarde ten gebroike van de Kolonie; zij is te meer te billijken daar deze muntstukken niet worden aangenomen in de Schatkist van België, noch in deze van de andere Staten der Unie.

Zooals men ziet, kwam de nieuwe Overeenkomst tot stand uit wederkeerige toegevingen; zij brengt zooveel mogelijk de belangen der betrokken partijen overeen, terwijl zij de grondbeginselen der Latijnsche Unie onaangeroerd laat. Zij beantwoordt aan noodwendigheden die enkel door de gebeurtenissen werden geschapen.

De Commissie brengt hulde aan de onderhandelaars wier pogingen hebben geleid tot de oplossing, door eene gelukkige formule, van de zware moeilijkheden waar zij tegenover stonden.

Eenparig stelt zij u voor, de aanvullende Overeenkomst, zooals deze werd vastgesteld op 9 December 1921, goed te keuren.

De Verslaggever,

ED. PECHER.

De Voorzitter,

A. MECHÉLYNCK.

